



Bilan et perspectives de l'action nationale dans la presse

Meeting national Reims 5 juillet 2012

Marc Peyrade secrétaire général de la Filpac CGT

Le mouvement national d'arrêt des titres de presse quotidienne d'information générale datés du 5 juillet, avant même la première non-parution, a percé le mur du silence, cette omerta des patrons de presse, ceux des syndicats patronaux SPQN et SPQR, sur toutes les opérations tenues secrètes ou desquelles les syndicats et les salariés étaient écartés : distribution, impression, concentration...

Cette action collective visait à attirer l'attention de l'opinion sur la vague de licenciements qui touche les salariés de la presse, en particulier ceux des titres du groupe Hersant. D'ailleurs, aujourd'hui, le tribunal de commerce du Havre va prendre la responsabilité de la survie ou de l'arrêt des quotidiens d'information de toute la région normande.

Alors, ce mouvement, qu'a-t-il produit ?

- D'abord, une remarquable participation des salariés à la non parution et au mouvement d'action.

Jugez plutôt : les non parutions concernent Sud Ouest, L'Indépendant de Perpignan, Paris Normandie, Havre Libre, Le Progrès de Fécamp, Le Havre Presse, Nice Matin, Var Matin, Corse Matin, L'Union, Est Eclair, L'Ardennais, L'Aisne nouvelle, Libération Champagne, La République des Pyrénées, L'Eclair des Pyrénées, Bordeaux 7, Midi libre, L'Indépendant (Perpignan), Le Figaro, Le Monde, Aujourd'hui en France, Le Parisien, Les Echos, L'Humanité, Libération, L'Equipe, Centre Presse (Rodez), Ouest France, Presse Océan, SAD Bordeaux et Nice, Editeurs-réalisateurs SACI-Journaux Officiels

Des assemblées générales se sont tenues à La Montagne, L'Alsace, La Dépêche du Midi, La Voix du Nord, L'Est républicain (avec communiqué Filpac CGT dans l'édition du 5 juillet)

- Ensuite, un intérêt des médias et de l'opinion pour ce mouvement qui est axé sur l'avenir de l'information.

Non, l'étape du 5 juillet de ce mouvement n'est pas celle d'un match entre papier imprimé et numérique, comme certains, mal intentionnés à notre égard, le présentent.

Oui, l'action annonce clairement qu'elle défend l'avenir de la presse, qui ne sera assuré que dans la seule mesure où l'on se bat pour elle.

En effet, les stratèges du grand patronat estiment que l'heure est venue, non pas de mettre fin au papier, mais de passer au contrôle des sociétés d'information, quel que soit leur support.

Les financiers et grands industriels ne croient pas à l'information. Ils ne la considèrent que comme une opération de marketing, soumise aux règles commerciales régnant sur la planète. L'attitude de certains représentants de ce patronat-là se comportent d'ailleurs comme les prédateurs d'un monde qu'ils jugent mort, et servent au passage avant de partir à la retraite ou sous d'autres cieux.

L'indemnité de licenciement de quelques grands dirigeants récemment remerciés comblerait à elle seule le déficit de la presse normande !

- Enfin, ce mouvement a suscité une réaction patronale qui a donné dans la démesure, voire dans l'hystérie. Pourquoi ?

Tout se passe comme si le mouvement annoncé avait sans le vouloir mis un grand coup de pied dans une fourmilière.

Ce sont les premiers dirigeants des titres et des groupes qui sont montés au créneau pour tenter d'empêcher le mouvement. Cette très intense campagne patronale d'intimidation et de dissuasion pour empêcher la solidarité de s'exprimer, que signifie-t-elle ? La traditionnelle colère des dirigeants face à des salariés qui ne sont pas résignés ?

Non, bien plus !

Une loi du silence était passée, tel un pacte entre patrons. Que devait-elle masquer ? Une vaste opération en cours de préparation et d'exécution, accélérant le passage au tout numérique doublée d'un passage en force généralisé en matière de destructions d'emplois.

En fait, la fusion Rossel-Hersant, qui est loin d'être périmée, devait leur servir de répétition générale.

Les patrons avaient en effet pris l'habitude, sous Sarkozy, de tout régler entre eux :

- Le bouleversement des aides à la presse, non négocié, publié en décret en avril 2012.
- Le plan gouvernemental de concentration et de numérisation de l'imprimerie de presse et de labeur
- La réorientation en cours de la distribution de toutes les formes de presse avec la destruction de la loi Bichet et le combat des chefs pour qui contrôlera cette distribution.

Tout cela supposait la résignation, la passivité des salariés.

Le mot d'ordre commun à tous les patrons était : « laissez-vous licencier » ! Et si vous refusez votre licenciement, c'est vous qui devenez responsable de la crise de la presse. En somme, d'après les directions d'entreprise et les syndicats patronaux, c'est toujours le salarié le responsable.

Mais le mouvement a rompu avec la passivité espérée par les directions de groupe. Malgré l'adversité patronale, la réussite de notre action ne peut que nous redonner confiance. Confiance dans notre cohésion, dans la justesse de nos revendications, dans notre capacité à rompre l'isolement, la peur et la résignation, qui, parfois, peuvent s'emparer des salariés dans ces moments où la presse et l'information sont chahutées par l'offensive libérale.

A L'Union et dans toutes les sociétés du pôle CAP du groupe Hersant, vous savez bien, vous les salariés, ce que le mot offensive patronale veut dire ! Vous avez été accusés et condamnés sans autre forme de procès comme les responsables des licenciements, et pourquoi pas de la fermeture des journaux !

Rien que ça...

Cette dialectique patronale présente la victime comme étant le bourreau : ainsi il vous fallait accepter votre licenciement comme versement par avance à l'opération Rossel qui en exigeait 270 ! Certains même ont cru – et peut-être le croient-ils encore – que le licenciement des uns protégeait l'emploi des autres.

Quelle feinte de balayeur ! Que des salariés soient persuadés sincèrement que leur avenir dépende du licenciement de leurs collègues, on peut comprendre cette erreur de jugement. Après tout, nous savons tous que la peur est mauvaise conseillère. Mais que ce repli sur soi soit exploité par les patrons pour justifier les licenciements, cela porte un nom : MANIPULATION. D'autant qu'il apparaît aujourd'hui que le même Rossel, malgré sa posture offusquée, fait comprendre au gouvernement qu'il est disponible à la reprise, au moyen d'un plan B.

Il va de soi que nous sommes toujours, nous Filpac CGT et tous nos délégués, disponibles à toute négociation globale, réelle et sérieuse. Mais s'il s'agit de nous rejouer le coup du chantage aux licenciements, qu'il ne compte pas plus cette fois que la précédente sur notre consentement passif.

Rossel et Hersant, par leur pas de deux dansé dans le secret des cabinets ministériels du précédent gouvernement, ont en fait donné le coup d'envoi des grandes opérations patronales. De quoi sont-elles faites ?

- Répandre la peur par un redressement judiciaire, celui qui touche la presse normande et qui connaîtra son dénouement au plus tard le 20 juillet, sauf intervention du gouvernement. Est-ce bien un hasard si la liquidatrice judiciaire de Paris Normandie est la même qui s'occupe des NMPP-Presstalis ?
- Puis faire un chantage à l'extension de ce redressement judiciaire pour obtenir le consentement forcé des salariés aux licenciements exigés.
- Eviter tout cadre loyal et transparent de négociation avec les salariés et leurs représentants syndicaux.
- Tenir secret l'accord entre directions patronales, banques et gouvernement de façon à faire passer le remboursement de la dette comme une priorité qui justifie la destruction massive d'emplois.

Mais il y a bien plus : la distribution de la presse imprimée, l'imprimerie, la construction d'un géant multi médias, l'obsession du passage à marche forcée au tout numérique, tout ce vaste bouleversement basé sur un modèle économique jouant la vie de la presse comme d'autres jouent au poker, tout ça devrait se faire sans la moindre transparence.

L'information, parce qu'il s'agit bien d'elle globalement, devrait passer sous contrôle de quelques banquiers et grands industriels - les amis de l'ancien président - et changer ainsi de nature. Au service du citoyen et garantie par les lois de la République, elle deviendrait une marchandise soumise aux diktats de la rentabilité immédiate.

Notre mouvement s'inscrit clairement dans cette perspective de défense de l'information indépendante des forces de l'argent, pluraliste et démocratique. Notre action vise à rassembler autour de nous un grand mouvement démocratique qui fonde les bases de l'avenir de la presse et de l'information, qui débouche sur la rédaction d'une loi fondamentale qui la protège. Cette démarche est tournée vers la nouvelle majorité qui se doit d'intervenir en sa faveur.

Quand nous disons, nous Filpac CGT, que nous prenons le parti de l'avenir, nous parlons de ça comme nous envisageons un sommet social qui soit tourné vers les solutions alternatives aux licenciements, à la destruction du secteur industriel, et contre la toute-puissance de la finance. Les patrons de presse, qui aujourd'hui viennent le plus souvent du monde de la finance, du commerce et de la grande industrie, adoptent, eux, le point de vue global du patronat dont le porte-parole est le Medef. Au Medef, comme dans les syndicats de la presse, les patrons nient leur responsabilité dans la crise du système économique, et répètent que le fautif, c'est le coût du travail ainsi que notre résistance organisée, en somme le syndicalisme.

Cette désinformation permanente suppose le contrôle patronal sur l'information.

Alors, y a-t-il un avenir à la presse, à nos emplois, à l'action que nous venons de mener ? En l'occurrence, qu'allons-nous dire à François Hollande dimanche, puisqu'il nous suit, ici, à Reims, accompagné de la chancelière allemande, à des fins avouées de réconciliation ? Tout le pouvoir institutionnel, Elysée, Sénat, Chambre des députés, gouvernement, régions, départements, villes en nombre, est détenu par une même majorité, celle du président. Avec une telle puissance, comment ne disposerait-il pas des moyens nécessaires à interrompre l'offensive destructrice des quotidiens, à promouvoir une information libre et à protéger et promouvoir ses emplois et ses qualifications ?

Bien sûr, il s'agit de modèle économique. Mais pour nous il est d'abord question des femmes et des hommes qui font l'information, qui font la presse. Qui les maltraite avoue par là qu'il maltraite l'information. Alors, Monsieur le Président, pour rompre avec l'inhumanité de votre prédécesseur, veuillez affranchir nos quotidiens des basses œuvres des banques et leur donner les moyens pour rebondir, se réinventer, et repartir à la conquête des lecteurs.

Au-delà du 8 juillet, nous prenons ici l'engagement collectif de tout faire pour que nos camarades de Paris Normandie et de la presse havraise, de tous les titres du groupe Hersant et de tous les personnels menacés soient l'objet d'un mouvement de solidarité ininterrompu. Le mouvement du 4 juillet, nous l'avons conçu comme une étape. Et l'été ne nous démobilisera pas.